

ÉTUDE DES TRANSITIONS EN OCCITANIE

UNE APPROCHE SCIENTIFIQUE INTERDISCIPLINAIRE EN SOUTIEN
AUX POLITIQUES PUBLIQUES ET AU DIALOGUE SCIENCE-SOCIÉTÉ



Éditorial du Président

Pour un mode de développement durable pour sauver notre planète, partager les richesses et le progrès

Ce rapport voté par le CESER d'une apparence technique et voué aux initiés, constitue une proposition de politiques publiques destinées à faire avancer les collectivités, à travers les différents acteurs comme ceux de la société civile, vers la prise en charge des transitions nécessaires au sauvetage de notre bien commun - la planète -, mais aussi pour faire reculer la précarité et développer le progrès par l'éducation, la science, la culture sur tous les continents.

Cela passe par des transitions, des transformations discutées collectivement pour ne pas accroître les exclusions et les inégalités.

C'est aussi la responsabilité des conseils économiques, sociaux, environnementaux et régionaux de s'emparer des politiques publiques nouvelles nécessaires.

En Occitanie depuis 10 ans, c'est ce à quoi travaille le CESER pour embarquer les acteurs socio-économiques vers les transitions indispensables. Les travaux réalisés à cet effet sont significatifs.

Nous devons militer pour des transitions inclusives et des transformations qui réduisent les inégalités en préservant notre planète là où nous vivons, mais rien n'est possible sans la production de biens et de services pour se nourrir, se loger, se déplacer, se soigner et donc vivre ensemble.

Nous devons aussi avoir la lucidité requise pour ne pas ajouter de l'exclusion dans toute la société... sur tous les continents et ainsi savoir dire la vérité sur les efforts à faire, à partager, en anticipant les coûts financiers qui font le lit du populisme et de la dictature.



Jean-Louis CHAUZY
Président du CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée



Alain RADIGALES
Président de la Commission
Enseignement Supérieur
Recherche - Valorisation
Transfert - Innovation



Virginie MAHDI
Rapporteure

Synthèse de l'Avis voté le 19 avril 2022 et préparé par la Commission Enseignement Supérieur - Recherche - Valorisation - Transfert - Innovation

DES ENJEUX GLOBAUX

L'humanité affronte des enjeux qui la concerne dans son ensemble (changements climatiques, appauvrissement de la biodiversité, approvisionnement en énergie, difficultés d'accès à l'éducation, aux soins ou à une alimentation saine, inégalités de genre...). Ces enjeux sont indissociables les uns des autres et affectent directement ou indirectement toutes nos sociétés à des degrés divers ; ils sont globaux. Les gouvernements à toutes les échelles ont progressivement admis leur réalité au cours des deux dernières décennies et la nécessité de changements profonds du fonctionnement de nos sociétés pour y répondre.

Les périodes de crise mondiale, comme celles que nous vivons actuellement sur le plan sanitaire, social et économique, viennent rappeler l'urgence de telles transformations de nos sociétés pour atteindre, a minima en 2030, les objectifs de développement durable tels que définis par les Nations unies en 2015.



APPROPRIATION ET TRANSCRIPTION DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Dès 2000, les Nations unies ont adopté huit objectifs dits du millénaire, puis en 2015 dix-sept objectifs de développement durable interconnectés qui visent à « éliminer la pauvreté, protéger la planète et améliorer le quotidien de toutes les personnes partout dans le monde, tout en leur ouvrant des perspectives d'avenir » à l'horizon 2030. Pour atteindre ces objectifs, il a été rappelé à l'occasion du Sommet des Nations unies sur les objectifs de développement durable en septembre 2019, que tous les secteurs de la société doivent engager les transitions dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales. Ainsi, le Pacte Vert pour l'Europe (2019), le Plan de relance de l'État français (2020) ou encore le « Pacte Vert » de la Région Occitanie (2020) appellent tous à cette transformation de nos sociétés par des transitions écologiques, énergétiques, sociétales, numériques...

DES VEROUS À LEVER

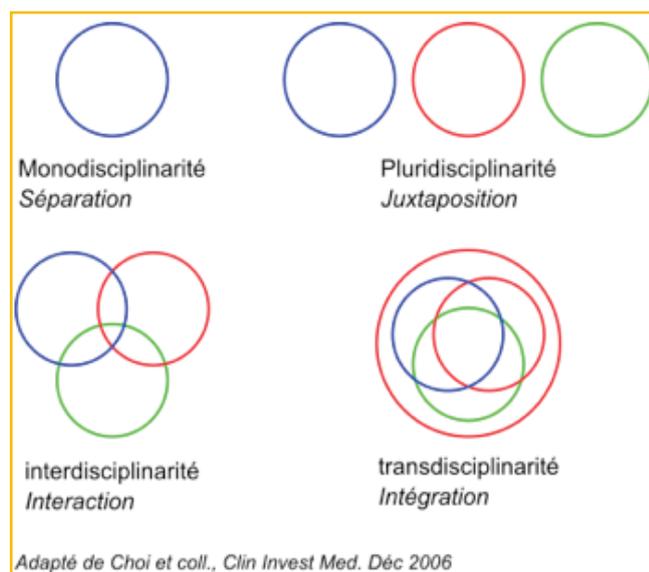
Néanmoins, le rapport final des objectifs du millénaire révèle des insuffisances persistantes de l'aide publique au développement et met en évidence des engagements qui n'ont pas été tenus. Plus spécifiquement sur la question des changements climatiques, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dans son rapport Climate Change 2021: The Physical Science Basis, fait état de ses craintes quant au non-respect des engagements pris par les parties en 2015 et fait le constat que le climat est en train de changer partout dans le monde et plus rapidement que prévu.

Plusieurs raisons sont régulièrement invoquées pour expliquer les difficultés à atteindre des objectifs de développement durable. La première est l'inertie de nos sociétés liée à une approche en silo des enjeux. La seconde est que ces objectifs reposent sur un modèle de croissance qui a largement montré ses limites, notamment en s'appuyant sur des processus d'innovation que l'on peut qualifier « des petits pas ». La troisième porte sur la difficulté à faire dialoguer les disciplines entre elles pour comprendre le fonctionnement de nos sociétés et des enjeux globaux que celles-ci affrontent.

DES OPPORTUNITÉS À SAISIR

Les travaux conduits sont partis de trois hypothèses :

- ◆ La première est qu'il est indispensable d'opérer des transitions dans le fonctionnement de nos sociétés pour tendre vers un modèle plus durable qui permettra de répondre aux grands enjeux globaux comme les changements climatiques, la pauvreté ou encore les problèmes de l'alimentation et de l'éducation ;
- ◆ La deuxième repose sur le fait que nos sociétés doivent être capables de définir des chemins vers des changements souhaités et désirables, et non plus subis dans tous les domaines. Pour engager nos sociétés vers cette voie, l'initiative individuelle n'est pas suffisante. Les transitions doivent être portées par les politiques publiques et par le monde économique ;
- ◆ La troisième précise, comme l'indique THEYS¹, que « les sciences ne servent pas seulement à rationaliser les décisions, mais aussi à construire les problématiques, à structurer le débat public, à proposer des solutions, à contribuer à leur mise en œuvre et finalement à évaluer les résultats : elles ont donc vocation à être présentes dans tout le cycle des politiques publiques ». Les sciences ont donc un rôle à jouer pour accompagner ces transitions, quel que soit le type de transition (environnementale, sociale, éducationnelle, de santé, économique...).



Une vision qui repose essentiellement sur le rôle des experts techniques pour la gouvernance de nos sociétés et la résolution des problématiques, notamment environnementales, n'a pas permis de tendre vers des objectifs de développement durable. La complexité du fonctionnement de nos sociétés n'a pas suffisamment été prise en compte, au travers d'approches scientifiques inter/transdisciplinaires. Ainsi, l'étude des transitions, si elle a émergé dans le domaine des sciences humaines et sociales, doit intégrer d'autres disciplines pour construire de nouvelles manières de questionner, d'observer, d'analyser et de rendre compte. Cet enjeu de construction de l'interface entre les sciences de la matière et biologiques avec les sciences humaines et sociales est un des grands enjeux futurs dans le monde académique en particulier pour éclairer la question des transitions.

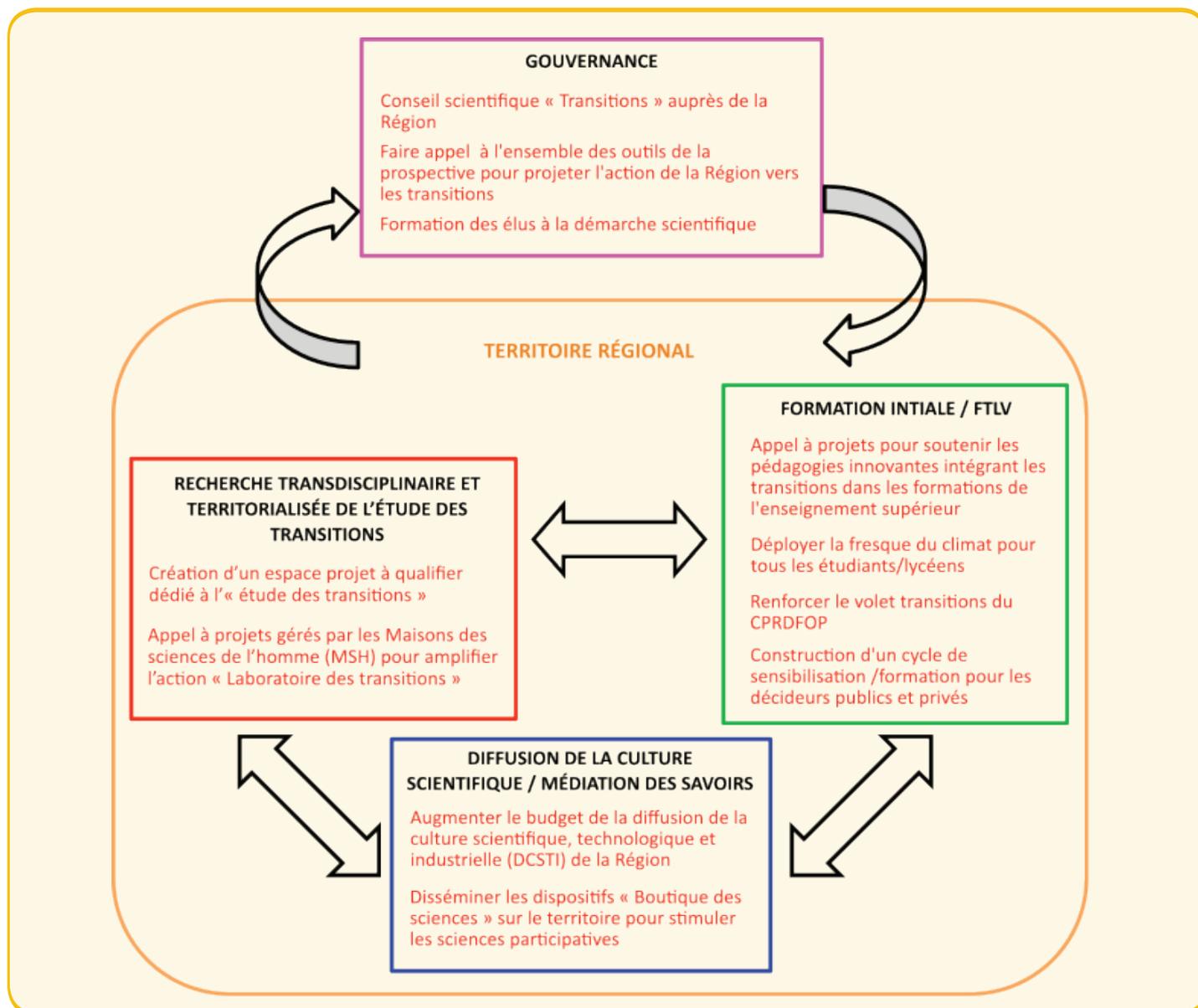
FAIRE ÉMERGER UNE STRUCTURATION ACADÉMIQUE À L'ÉCHELLE DE L'OCCITANIE ET FAVORISER L'IMPLICATION DES MILIEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Naturellement, la problématique était donc de s'intéresser aux conditions d'émergence d'une structuration académique autour des transitions, à l'échelle de l'Occitanie, en favorisant l'implication des milieux socio-économiques.

Vingt-neuf personnalités ont été auditionnées dans le cadre de ces travaux. Celles-ci ont confirmé la pertinence de fédérer des actions autour de l'étude des transitions. Ces auditions ont alimenté les débats et ont contribué à formuler un certain nombre de propositions suivant quatre axes principaux :

- ◆ Une recherche transdisciplinaire et territorialisée de l'Étude des transitions ;
- ◆ La formation initiale et la formation tout au long de la vie des acteurs publics et privés ;
- ◆ La diffusion de la culture scientifique / transmission des savoirs ;
- ◆ Une gouvernance publique en lien avec le milieu académique.

¹THEYS, Jacques. 2017. Prospective et recherche pour les politiques publiques en phase de transition. « Natures Sciences Sociétés », Supp. 4, 84-92.



Au-delà des propositions faites dans ce chapitre, le CESER souhaite attirer l'attention sur la nécessité de penser les interfaces entre monde académique, acteurs publics et privés et société civile. La hiérarchisation des sujets à traiter se fera au travers des différentes interfaces créées par les outils et les propositions de l'Avis.

CESER Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

Siège

18 allées Frédéric Mistral
31077 Toulouse Cedex 4
Tél. 05 62 26 94 94
Fax 05 61 55 51 10
ceser@ceser-occitanie.fr

Site de Montpellier

201 av. de la Pompignane
34064 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 67 22 93 42
Fax 04 67 22 93 94
ceser@laregion.fr

www.ceser-occitanie.fr



Avec Ecofolio
tous les papiers
se recyclent.

L'intégralité de l'Avis est téléchargeable sur le site internet <http://www.ceser-occitanie.fr>
Chargé de mission : Thomas BONIERBALE ■ thomas.bonierbale@ceser-occitanie.fr ■ tél : +33 5 62 26 94 81
Secrétariat : Angélique CANO ■ angelique.cano@ceser-occitanie.fr ■ +33 5 62 26 94 99